

Accords fiscaux—Loi

l'appliquer. Les provinces étaient opposées à l'assurance maladie. L'Ontario ne voulait pas de programme d'assurance maladie; à l'époque, vers le milieu des années 60, il avait un gouvernement conservateur. En fait, quand le programme d'assurance maladie a été lancé, il a refusé de s'y associer pendant plusieurs années. Il ne voulait rien entendre. Si nous avons un régime d'assurance maladie au Canada, et bien qu'il relève de la compétence provinciale, c'est parce que le gouvernement national a choisi de prendre la responsabilité de l'appuyer. Et pendant toutes ces années, nous l'avons fait généreusement.

Qu'ont fait les conservateurs sans l'avoir annoncé, car ils n'en ont pas parlé dans leur campagne? En fait, ils avaient dit qu'ils diminueraient le déficit en s'attaquant au gaspillage des activités du gouvernement fédéral. C'est là qu'ils devaient réaliser des milliards d'économies. Ils disaient qu'il y avait tellement de gaspillage et de faste à supprimer qu'on pourrait maintenir les bons programmes. Mais maintenant les cartes sont sur la table, et les contribuables de l'Ontario et d'ailleurs dégustent.

Au lieu de déterrer tout ce prétendu gaspillage et tout ce faste qu'ils allaient supprimer, les conservateurs s'en prennent à l'un de nos plus importants programmes, le programme national de la santé qui n'aurait pas vu le jour si le gouvernement fédéral n'avait pas promis de lui donner son appui et si les gouvernements libéraux ne l'avaient pas soutenu pendant de nombreuses années. Aujourd'hui, alors que les programmes de services de santé n'ont jamais eu autant besoin d'aide, on les réduit. Le pourcentage des personnes âgées dans notre population augmente. Ce sont des gens qui, plus que les autres, ont besoin des programmes de santé, et qui ont voté pour le gouvernement conservateur. Ce sont eux qui dégustent. Avant de passer à la trahison de l'enseignement postsecondaire, au sujet de laquelle je voudrais aussi faire une remarque, j'aimerais poser les questions suivantes au sujet de la santé.

Comment les conservateurs pensent-ils que les provinces vont s'en sortir? Ils racontent que le programme de services de santé est truffé de gaspillage et d'excès et que les gouvernements provinciaux peuvent comprimer les dépenses de la santé et faire des économies sans diminuer les services à la population. Ils nous induisaient en erreur, sans le vouloir peut-être, en parlant des grosses économies que le gouvernement allait réaliser en réduisant le gaspillage et les dépenses extravagantes. Ils nous induisent en erreur également en parlant du gaspillage et des dépenses extravagantes des provinces. Je sais d'où viendront les économies à l'échelle provinciale. Les provinces n'ont pas le choix, et l'Ontario est dans une meilleure situation que toutes les autres. Réduira-t-on le nombre des lits d'hôpitaux? Réduira-t-on les services d'urgence? Réduira-t-on les soins aux personnes âgées? Imposera-t-on des restrictions sur la recherche médicale sur le cancer? Fermera-t-on des hôpitaux? Les gouvernements provinciaux devront-ils instaurer le ticket modérateur ou les hôpitaux devront-ils réduire les heures de service? Quelle réponse donne le gouvernement fédéral

lorsqu'on lui pose des questions sérieuses? «Vous pouvez trouver l'argent. Nous ne sommes pas parvenus à réduire le gaspillage et les dépenses extravagantes à Ottawa, mais vous, dans tous les hôpitaux de la provinces, dans les centres de santé, dans les cabinets médicaux, vous pouvez réduire le gaspillage et les dépenses extravagantes».

● (1630)

Cela ne marchera pas, monsieur le Président. Si aucun ministre n'est disposé à défendre ces horribles réductions, pourquoi les députés de l'arrière-ban les défendraient-ils?

M. Jim Parry (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, puisqu'aucun ministre du gouvernement ne prend la parole pour défendre le projet de loi C-96, il me revient de critiquer le projet de loi et d'en dénoncer les faiblesses que mes collègues ont exposées avec tant de compétence.

C'est bien dommage que les députés de l'opposition doivent débattre à eux seuls le projet de loi C-96. Cette mesure devrait fournir au gouvernement l'occasion de démontrer comment il remplit ses promesses électorales. Pourquoi est-il au pouvoir sinon réaliser ces promesses? Le silence du côté du parti ministériel semble justifié. C'est peut-être la meilleure attitude que peut prendre le gouvernement. Le projet de loi C-96 est le plus bel exemple de revirement de la part du gouvernement qui s'est complètement détourné des engagements qu'il a pris avant les élections du 4 septembre 1986. N'en déplaise à mon ami à ma gauche, le gouvernement a fait volte-face.

Permettez-moi de citer le manuel de campagne électorale du parti conservateur. Les députés ministériels doivent comprendre que je les cite seulement pour attirer l'attention sur leurs propres paroles. Je ne le fais pas pour mettre méchamment sur le nez des conservateurs qu'ils n'ont pas respecté leurs engagements. Je le fais pour leur inspirer du remords d'avoir manqué aux promesses qu'ils ont faites alors collectivement et, j'en suis sûr, individuellement.

Une voix: Parlez-nous de bonnes nouvelles.

M. Parry: Nous en aurions si le gouvernement avait tenu parole, s'il avait respecté son engagement.

On dit ici:

Position du parti conservateur

Nous reviendrions à la formule de financement de 1977...

Puis en versant une larme de crocodile au sujet de la situation actuelle, il ajoute:

... mais nous ne pouvons indemniser les provinces pour leurs pertes financières découlant du programme des 6 et 5 p. 100.

Réfléchissons un instant au passage suivant: «Nous pourrions revenir à la formule de financement de 1977.» Loin d'y revenir, le gouvernement piétine sur place la formule de financement de 1977. Après avoir vu les libéraux l'abattre, les conservateurs sont en train de la fouler aux pieds. Puis, vient la déclaration suivante: «Mais nous ne pouvons indemniser les provinces pour leurs pertes financières découlant du programme des 6 et 5 p. 100». Loin d'indemniser les provinces pour ces pertes, le gouvernement progressiste-conservateur augmente ces pertes financières.